

## ILS ÉTAIENT DES CENTAINES À MANIFESTER HIER DEVANT LE TRIBUNAL DE SIDI-M'HAMED

# Démonstration de force des greffiers

**Les greffiers ne décolèrent pas. Hier, un imposant rassemblement a eu lieu devant le siège du tribunal correctionnel de Sidi-M'hamed. Ils étaient près de 500 greffiers et greffières, représentant tous les tribunaux relevant de la cour d'Alger, à scander leur droit «à une véritable prise en charge de leurs revendications légitimes».**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - «L'injustice dans la justice » ou encore «On veut la paie du juge et la justice dans l'injustice». Autant de slogans et autres écriteaux scandés et brandis par des greffiers en colère. Leur détermination à vouloir arracher leurs droits était telle que l'élan de solidarité suscité a dépassé toutes les prévisions. En effet, avocats et juges n'ont pas hésité à soutenir la «revendication légitime des grévistes».

Hier, au niveau de la rue Abane Ramdane, la mobilisation des greffiers était totale et ne souffrait d'aucune ambiguïté. Pour rappel, le Syndicat

national des avocats algériens ainsi que celui des magistrats, section d'Alger, ont annoncé dans un communiqué, lundi 21 février, le boycott des audiences au niveau de la cour d'Alger et des tribunaux qui en dépendent, en signe de protestation contre la décision du ministère de la Justice de remplacer les greffiers en grève par des huissiers de justice.

Les avocats ont appelé au boycott des audiences dans les tribunaux. Sans les greffiers, la composition des tribunaux «n'est pas légale», a expliqué le SNAA qui a estimé que la décision du département de Tayeb Belaïz de sub-



Une mobilisation totale.

stituer des huissiers aux greffiers constitue «une atteinte à la loi».

Pour rappel, le ministère de la Justice a mobilisé 1 200 huissiers de justice pour remplacer les greffiers, actuellement en grève. Ces derniers réclament une hausse des salaires et l'amélioration de leurs conditions de travail.

Par ailleurs, on apprend de source sûre que le département de Tayeb Belaïz tente de rattraper le retard en décidant d'ouvrir le dialogue avec les représentants des grévistes. Selon la même source, une rencontre a eu lieu, au siège du ministère à Alger, entre de hauts responsables et des représentants des greffiers,

issus de l'ensemble des cours du pays, au sujet des revendications émises par ce corps. A l'heure actuelle, aucune information n'est disponible sur le résultat de cette rencontre.

Il est à rappeler que les revendications des greffiers se résument à une «hausse des salaires», «un statut à la hauteur de la mission» de greffier

et des conditions de travail qui «respectent» leur «dignité». Jusqu'à hier, en fin de journée, la grève a été largement suivie à travers l'ensemble des tribunaux et cours du pays.

Ils exigent un minimum de considération eu égard à leur lourde tâche et à la responsabilité dont ils ont la charge, revendiquent la révision de leur grille de salaires, le droit à la promotion et au logement de fonction. «Il y en a parmi nous qui occupent le poste de commis-greffier, à savoir le grade le plus bas, depuis 19 ans, et qui n'ont toujours pas été promus. Ajoutons à cela, notre salaire dérisoire qui ne dépasse pas les 17 000 DA.

Le greffier le plus gradé, c'est-à-dire le greffier-divisionnaire, touche 23 000 DA. Pourtant, une simple erreur de frappe peut nous coûter la prison», dira un groupe de greffiers, rencontrés hier lors du rassemblement.

A. B.

## GRÈVE DES TRAVAILLEURS COMMUNAUX

# La mobilisation se poursuit

**Au deuxième jour de la grève des travailleurs communaux, le taux de suivi est toujours aussi important. Il est estimé entre 60% et 75% sur le territoire national, selon M. Ali Yahia, président du Conseil national du secteur des communes affilié au Snapap. Le syndicaliste a précisé que le mouvement de protestation a permis au syndicat de se structurer au niveau des communes du territoire national.**

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Les travailleurs des communes restent mobilisés et décidés à paralyser les activités au deuxième jour de grève. Selon les membres du syndicat, l'action de protestation a connu, hier, une plus grande mobilisation au niveau du territoire national.

«Cette grève qui nous permet de porter haut nos revendications a aussi servi au cours de ces deux journées à organiser

notre syndicat et le restructurer dans les communes où elles ont été faiblement représentées. Certaines régions aussi ont connu une plus grande mobilisation que d'autres.

C'est le cas de la wilaya de Béjaïa où les travailleurs communaux mobilisés comptent organiser une marche aujourd'hui», a déclaré M. Ali Yahia. Le taux de suivi de la grève au niveau des wilayas est estimé

entre 60% et 75% selon les communes. Le débrayage est considéré par ses organisateurs comme étant réussi en raison, disent-ils, de l'importante mobilisation des grévistes, décidés à faire aboutir leurs revendications.

Selon M. Ali Yahia, il n'y a pas encore eu de contacts et de discussions avec la tutelle au cours des deux premiers jours de la grève.

«Notre tutelle discute avec ceux qui n'ont rien à voir avec notre syndicat», a déclaré le président du Conseil national du secteur des communes, qui mettra aussi en avant l'incident qui a précédé le mouvement de grève concernant l'affichage au niveau des communes appelant à l'annulation de la grève. «C'est la

première fois que l'administration affiche des communiqués des syndicats.

Il faut rappeler que ce communiqué ne provient pas de notre syndicat et que ce n'était que de la manipulation pour casser notre mouvement de protestation.» Il précisera, par ailleurs, qu'une réunion du syndicat se tiendra aujourd'hui, en vue d'évaluer le débrayage des travailleurs communaux.

Ces derniers exigent la promulgation du statut particulier et du régime indemnitaire, l'intégration de tous les vacataires et contractuels, le respect des libertés syndicales et le droit de grève ainsi que la réintégration du syndicaliste de la commune de Chlef.

F.-Z. B.

## TIARET

# Les huissiers à la rescousse

En grève depuis mercredi dernier pour revendiquer, entre autres, l'amélioration de leurs conditions socioprofessionnelles, la révision de leur classification et la réactivation de la loi relative aux primes et autres indemnités, les greffiers des tribunaux relevant de la cour de Tiaret ont été remplacés hier sur réquisition par les huissiers de justice, a-t-on appris de sources judiciaires.

Ces derniers ont été, en effet, appelés à assurer le service minimum en attendant la régularisation des greffiers, lesquels sont entrés dans un mouvement de débrayage paralysant pratiquement l'ensemble des structures judiciaires de la wilaya.

On saura que des représentants de la corporation de plusieurs wilayas ont été reçus, hier, par le ministère de la Justice pour trouver un terrain d'entente et désamorcer la crise dans les meilleurs délais.

Mourad B.

## HÔPITAUX

# Les paramédicaux reçoivent le soutien des autres corps

**Le mouvement de protestation des paramédicaux qui vient d'entamer sa troisième semaine ne montre toujours pas de signe d'essoufflement. D'autres syndicats du secteur se mobilisent, aujourd'hui, lors d'un sit-in, pour demander un débat sur l'avant-projet de la nouvelle loi sanitaire. Premier signe «d'avertissement» avant de se décider à durcir le ton.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Le personnel paramédical ne se décide toujours pas à remettre sa blouse blanche. Du moins, «pas avant que le ministre de la Santé ne concrétise ses engagements». En parallèle avec la contestation du corps paramédical, l'hôpital public devra désormais faire également face à la colère des médecins.

Médecins généralistes, spécialistes, maîtres-assistants, professeurs et docents tien-

dront aujourd'hui un rassemblement de protestation au niveau de l'hôpital Mustapha Pacha, à Alger. Ils demandent un débat «transparent» sur l'avant-projet de la loi sanitaire. Ce dernier sera présenté, selon le ministre de la Santé, au gouvernement au début du mois prochain.

Le mouvement de grève des paramédicaux serait-il bientôt conforté par l'arrivée d'autres protestataires ? Les syndicats autonomes n'ont pas encore tracé leur feuille de route.

Cependant, ils ne comptent pas «laisser passer un projet qui concerne leur profession sans être associé à son élaboration».

Par ailleurs, le personnel paramédical se félicite de cette mobilisation, laquelle, espère-t-il, ne manquera pas de faire réagir le ministre de la Santé. Leurs doléances sont restées, jusque-là, regrettent-ils, «lettre morte».

Pourtant, le malaise dans les hôpitaux a pris de l'ampleur. Tous les services sont à l'arrêt, d'après les grévistes.

Une affirmation que les médecins et chefs de services confirment. «Nous sommes comme une chaîne, si un maillon manque, il y a forcément un déséquilibre», a déclaré un chirurgien qui reconnaît que le corps paramédical est la

base de l'acte médical. Qualifiant le silence du ministre par rapport à ce débrayage de situation «grave», ce médecin estime que «le secteur devra se passer de ce genre de désagrément, puisque des retards sont déjà observés tout le long de l'année dans la prise en charge des malades, notamment celle des cancéreux».

M. Gachi, représentant des paramédicaux, estime, pour sa part, qu'«aujourd'hui ou demain, c'est au ministre de la Santé de se décider quand cette crise prendra fin». Cela pour dire que la balle est dans le camp de la tutelle, si on ne veut pas que les malades soient davantage pénalisés.

S. A.

<p><b>Nouvelles Pratiques des Marchés Publics</b> en rapport avec l'Elaboration du Cahier des Charges (JO 58 du 07 Octobre 2010) du 12 au 15 Mars</p> <p><b>** La SEMAINE de la SECURITE de l'INFORMATION</b> &amp; des Réseaux Informatiques / du 24 au 28 Avril</p> <p>T : 021 67 86 24 / 06 61 51 01 84 / vipgroupe@yahoo.fr www.formationsvipgroupe.com</p>	<p><b>1<sup>er</sup> RDV des DSI</b> Directeurs des Systèmes d'Information 01 Plénière + 02 Formations au choix : du 19 au 21 Avril SCHEMA DIRECTEUR de la DSI + Indicateurs et TABLEAUX de BORD des SI</p> <p><b>** 1<sup>ère</sup> Rencontre du Contrôle Interne</b> les 19 &amp; 20 Avril</p>	<p><b>2<sup>ème</sup> FORUM NATIONAL du Métier</b> des Assistantes Secrétaires Gagnez : 1<sup>er</sup> prix TV-LG 2<sup>ème</sup> &amp; 3<sup>ème</sup> prix 01 PC</p> <p>06 au 08 Mars</p>
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------